



Michel

ONFRAY

**Puissance
et décadence**



Une politique de civilisation

Puissance et décadence

DU MÊME AUTEUR AUX ÉDITIONS J'AI LU

Le souci des plaisirs

L'ordre libertaire

Manifeste hédoniste

Le magnétisme des solstices

Le canari du nazi

Cosmos

La force du sexe faible

Décoloniser les provinces

Décadence

La cour des miracles

Zéro de conduite

Tocqueville et les Apaches

Le deuil de la mélancolie

Sagesse

Grandeur du petit peuple

Théorie de la dictature

Le temps de l'étoile Polaire

La nef des fous, année 2020

La vengeance du pangolin

Vies parallèles

L'art d'être français

*La nef des fous **, année 2021*

Foutriquet

Autodafés

La conversion

MICHEL ONFRAY

Puissance et décadance

Une politique de civilisation



© Bouquins Éditions, Paris, 2022

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

À Stéphane Simon

Préface

Un temps de *Titanic*

1

L'un des signes de la décadence, c'est sa négation par les décadents... Ceux qui s'évertuent à proclamer que tout va non pas *bien*, mais *mieux*, c'est dire leur aveuglement, le font à partir de critères purement quantitatifs : ils sortent des chiffres.

Ne vit-on pas plus longtemps ? L'augmentation de la moyenne d'âge n'est-elle pas une preuve ? Que la quantité prime sur la qualité, oui. Car, qu'est-ce qu'une vie de nonagénaire ou de centenaire s'il s'agit d'une existence entre couches et bave, entre hébétude de la maladie d'Alzheimer ou tremblements parkinsoniens ? Faut-il penser comme un progrès les mouvoirs managés en usines à bénéfices dans lesquels le temps ne s'écoule pas entre eau tiède bue dans des gobelets en plastique, biscottes avec café lyophilisé à 4 heures, somnolence devant des télévisions hurlantes, éternel retour de journées grises susceptibles de figurer dans un nouvel *Enfer* de Dante ?

Le baccalauréat n'est-il pas un diplôme que de plus en plus de jeunes obtiennent, disent-ils ? Oui, mais *quid* de la qualité des âmes et des intelligences, sinon de la culture des récipiendaires d'un diplôme dont il faut aujourd'hui faire la demande expresse de ne

l'avoir pas pour s'en trouver privé ? La découverte d'un carton plein de cahiers d'écoliers des années cinquante du siècle dernier sur l'étal d'un vide-greniers m'a stupéfié : entre ce qui s'enseignait et s'apprenait alors et la bouillie du politiquement correct ingurgitée aujourd'hui dès les classes primaires où la priorité n'est pas l'apprentissage de la grammaire ou de l'orthographe mais celle du catéchisme wokiste qui, par exemple, invite les enfants à changer de sexe selon leur « choix » – qu'est-ce qu'un choix quand on a huit ans, si ce n'est le psittacisme de l'entourage lui-même désaxé ? – ou à trier leurs poubelles au nom d'un changement climatique comme il en existe depuis des millions d'années sur la planète, la comparaison est-elle possible ?

Le statut des femmes ne s'est-il pas amélioré ? Oui, bien sûr, elles peuvent désormais acheter des enfants à des pauvresses qui, dans tel ou tel endroit de la planète, vendent des ovocytes, louent leur utérus. Elles peuvent désormais choisir des enfants sur catalogue et, me croira-t-on, elles peuvent même profiter des soldes pour acquérir un nourrisson à prix cassé comme lors du Black Friday de la clinique ukrainienne Bio TexCom en 2021. Ces mères-acheteuses ou pères-acheteurs pourront ensuite mettre ces enfants transformés par leur volonté patricidaire ou matricidaire – qu'on me permette ces néologismes pour qualifier ces orphelins de naissance – en nourrice tôt le matin et les récupérer tard le soir en déléguant leur affection, comme on la délègue avec ses vieux parents à des professionnels de l'exploitation de l'« or gris » est-il dit désormais pour nommer le *business* de la fin de vie des cheveux blancs.

Le racisme n'est-il pas désormais combattu ? Certes, au point même qu'on doit désormais s'excuser

d'être blanc sous prétexte que, par sa couleur de peau, on serait coupable d'une « férocité blanche » inscrite dans les gènes des « leucodermes » comme disent les Gobineau du jour qui souscrivent à un *Essai sur l'inégalité des races humaines 2.0*. Cette France raciste, qui va jusqu'à nommer un ministre de l'Éducation nationale ouvertement wokiste à qui l'on confie le soin d'accélérer le mouvement nihiliste dans les écoles du pays, ne démontre-t-elle pas tous les progrès antiracistes faits par notre civilisation depuis un demi-siècle ? Sans craindre la contradiction ou le paralogisme, on nous apprend qu'il n'y a plus de races, c'est fort bien, mais qu'il reste quand même du racisme. Plus de sexe, mais que le sexisme demeure. Plus de pères, mais que le patriarcat fait la loi. Plus d'homosexualité diluée dans le combat LGBTQ+, mais que l'homophobie tue.

Le progrès dans l'intelligence n'est-il pas suffisamment notable qu'on ait besoin d'entretenir de ces 9% de Français qui croient la Terre plate, on les nomme « platistes » (sondage Ifop de 2018), ou cette incroyable quantité de gens qui, à la faveur de l'épidémie de Covid-19, estiment que les vaccins tuent et que Pasteur était un incroyable imposteur après avoir figuré de façon iconique sur des billets de banque français de cinq francs entre 1966 et 1972 – ceux de mon enfance ? Sinon des millions d'éveillés qui, inspirés par le Coran ou la Bible des protestants américains, croient dur comme fer que Darwin a tort et que Dieu a créé l'homme à partir d'une poignée de terre et la femme avec une côte d'Adam ?

L'avancée des Lumières n'a-t-elle pas atteint un point culminant qui fait qu'on condamne désormais unanimement la haine des homosexuels, l'inégalité entre les hommes et les femmes, l'invitation

à persécuter sinon à tuer les Juifs, sauf si misogynie, phallocratie, homophobie, inégalitarisme et anti-sémitisme se pratiquent au nom de l'islam politique qui irrigue de son sang noir l'islamo-gauchisme qui n'existe pas, nous disent les islamo-gauchistes, comme les tenants de la théorie du genre affirment que cette théorie n'existe pas, la preuve, c'est qu'on l'enseigne dans l'Éducation nationale ?

La tolérance n'est-elle pas devenue la religion d'une époque sans religion au point qu'on ne tolère plus rien en dehors de cette tolérance pour ceux qui pensent comme l'y invite le comité central du parti unique maastrichtien ? La pensée unique wokiste se trouve inculquée par l'Éducation nationale, par la presse de milliardaires financée avec l'argent du contribuable, par l'université qui présente son militantisme comme scientifique, par la recherche dite « scientifique » qui subventionne de semblables petits soldats idéologisés, par l'industrie de la culture de masse, par les médias du service public, par le monde de la publicité et du cinéma, par l'univers des écrans. Cependant, au nom de la tolérance, quiconque échappe à cette idéologie dominante passe pour un homme de droite, donc d'extrême droite, donc un fasciste, donc un nazi qui fait le jeu de la famille Le Pen !

Oui, décidément, pour ne prendre que ces quelques exemples, les centenaires au cerveau liquéfié comme du yaourt ironiquement exploités pour générer les bénéfices des actionnaires de fonds de pension, les bacheliers qui affirment que Louis XVI a inventé l'imprimerie, les acheteurs d'enfants calibrés sur catalogue livrés en promotion, les créolisés qui rêvent d'esclavagiser les Blancs, les défenseurs de médecines dites « douces » et prétendues parallèles qui aspirent à remplacer les chimiothérapies par l'ingestion de

jus de patate douce les jours de Lune décroissante, les athées qui ne supportent le prie-Dieu que s'il se trouve orienté dans le sens de La Mecque, les tolérants qui brûlent des livres, interdisent des manifestations culturelles, censurent les chefs-d'œuvre de la littérature ou du cinéma, France Culture, temple du wokisme qui, sans craindre le ridicule, a pour slogan orwellien : « l'esprit d'ouverture », tout cela montre en effet que le progrès triomphe et qu'il faut être taré pour ne pas s'en apercevoir.

2

J'ai pour habitude de recourir à l'image du *Titanic* pour expliquer la situation : le bateau avance à une allure qui ne peut empêcher la collision avec l'iceberg. La percussion est inévitable. Le capitaine ne saurait faire quoi que ce soit pour entraver le destin de son navire : couper les moteurs, faire machine arrière, virer le plus possible à bâbord ou à tribord, rien n'y ferait, le *Titanic* va de toute façon éperonner la montagne de glace qui dérive dans la mer gelée. C'est inéluctable.

Notre civilisation va mêmement vers son destin qui est le naufrage.

Il y a plusieurs façons de réagir : la panique, les cris, les pleurs, les larmes, l'affolement, les hurlements, les coups, la nature humaine qui prend le dessus, l'homme qui montre que, sous un fragile vernis, il est bel et bien un loup pour son semblable. Ce qui semblait civilité et politesse, morale et courtoisie ne tient pas plus de cinq minutes devant la catastrophe.

On voit également monter du vortex de panique de faux prophètes vociférant qu'il faut se calmer : ils ont la solution, ils sont la solution. Ce sont les hommes providentiels : il faut les écouter et tout ira bien. Il y a des chaloupes, allons dans l'ordre, pourvu qu'on leur obéisse, ils vont sauver tout le monde, ils vont sauver le monde. À mon commandement, etc.

Une voix lucide fait remarquer qu'il y a vingt chaloupes de dix et deux mille passagers, elles ne suffiront donc pas... L'homme providentiel crie qu'il ne faut pas écouter les oiseaux de mauvais augure, que les Cassandre sont à jeter en priorité par-dessus bord, que cette voix est la bouche d'un complot, qu'on ne l'aime pas, que c'est un coup des Juifs ou des immigrés, des communistes ou des capitalistes cachés sur le transatlantique, on connaît la musique. On jette toujours à l'eau le sage qui se contente de dire la réalité.

Quid alors de la puissance en temps de décadence ?

Elle suppose d'abord la lucidité. Il faut savoir ce qu'il en est véritablement. L'état des lieux est condition de possibilité de la lucidité. Si d'aventure il y avait une seule chance pour se sauver du naufrage, il faudrait la courir. Or, il n'y en a pas. D'où la nécessité d'une leçon de choses pour obtenir quelques certitudes.

Nous allons couler parce que nous avons abandonné notre souveraineté. Une civilisation ne meurt pas à cause de ceux qui en prennent possession, car les conquérants entrent dans une zone déjà morte, intellectuellement corrompue, spirituellement pourrie, culturellement grouillante de vers, moralement décomposée. Personne ne conquiert jamais que des ruines.

Nous allons couler parce que nous, Français, nous ne nous aimons plus et que nous ne chérissons que ce qui nous salit, nous souille, nous corrompt, nous humilie, nous détruit. La pulsion de mort a tué la pulsion de vie. Nous fêtons les barbares qui veulent nous exterminer, nous tressons des couronnes de lauriers à ceux qui nous promettent l'agenouillement et l'humiliation, nous disons merci à ceux qui nous conchient et nous compissent, nous leur en demandons encore et toujours plus. Nous embrassons le cobra sur la bouche ; il va fatalement nous mordre.

Elle exige ensuite la *méfiance*. Méfions-nous de ces nœuds de serpents : le journalisme de la presse subventionnée, le prétendu service public au seul office d'une poignée d'idéologues européistes, l'école qui endoctrine dès le plus jeune âge et qui déculture en enseignant le nihilisme, l'université qui conditionne, la recherche qui ne trouve rien mais se pare des plumes de la science pour faire œuvre de gardien de la vraie foi, moteur de l'Inquisition, la justice décalquant le modèle du Tribunal révolutionnaire de 1793 qui interdit la défense à tout coupable tombant sous le coup de la loi des Suspects – est suspect quiconque est désigné comme tel par cela.

Il nous faut également *nous prémunir contre la ruse*. La logique du cheval de Troie permet aux acteurs de la décadence d'avancer sous couvert de bons sentiments. L'écologie urbaine, qui ignore tout de la nature et de ses liens avec le cosmos, s'avère le bras armé du capitalisme vert qui, à coups de promotion de l'hybridité en tout, y compris sexuelle, d'économie durable et responsable, de métissage et de cosmopolitisme, dissout dans son acide ce qui restait de communauté républicaine au profit d'une juxtaposition d'individualités narcissiques, égotistes,

incultes mais, c'est ce qui importe, consuméristes à mort.

On doit donc également *se préserver du chant des sirènes d'une fausse gauche*. Il ne vient pas à l'idée de ces écologistes punitifs acoquinés aux dévots de la gauche wokiste fédérée par un robespierriste impénitent converti à l'islamo-gauchisme qu'ils font cause commune avec le patronat qui, comme eux, ne voit que par l'abolition des frontières, la dévotion à l'Empire maastrichien qui, impérialiste, travaille au gouvernement planétaire ouvertement appelé de ses vœux par Jacques Attali, que par la promotion de l'immigration de masse, la haine du souverainisme, le mépris du peuple, le dédain des processus démocratiques traditionnels... Ce qui devrait pourtant interroger quiconque aurait envie de penser. Même un peu...

La lucidité, le discernement, la méfiance, le soupçon, l'incrédulité, me direz-vous, ne permettent pas de bâtir grand-chose. C'est vrai...

Pour bâtir autre chose, il faut faire son deuil des grands châteaux – souvent construits en Espagne... Dans un temps d'effondrement des civilisations, l'heure n'est jamais à la reconstruction *illico* d'un nouveau bateau à même de permettre de continuer sur une autre embarcation après transbordement. Le prochain transatlantique sera celui du transhumanisme. Nous sommes entre deux : le *Titanic* coule, le prochain navire est un point sur l'horizon.

Reste, en attendant, l'action girondine qui est construction de résistances aux métastases du nihilisme. Commencer par *faire de telle sorte que la décadence ne passe pas par nous*, c'est déjà beaucoup... La Boétie nous l'a enseigné, notre servitude est

volontaire ; ne plus vouloir servir abîmerait vraiment le nihilisme.

Pester contre les publicités wokistes ne suffit pas : décider, par exemple, de ne plus acheter ces voitures électriques, puis, et surtout, le faire savoir par de véritables campagnes de boycott, voilà ce que craint le capital : que nous ne consommions plus ses produits. Ne plus acheter de véhicules hybrides vendus par les écologistes parce qu'ils fonctionnent *in fine* au nucléaire qu'ils refusent est une action qu'entendrait bien le capitalisme.

J'ai déjà décrit dans un livre intitulé *Le post-anarchisme expliqué à ma grand-mère* (2012) la puissance des lilliputiens qui viennent à bout du géant Gulliver en multipliant les petits liens qui finissent, s'ils sont assez nombreux, par donner de solides câbles avec lesquels les petits entravent les puissants. J'avais nommé cette technique empruntée à Swift : *le principe de Gulliver*. Je crois à sa redoutable efficacité girondine.

Dans cet ordre d'idées, et selon ce principe, il faut également *réactiver l'anarchie positive de Proudhon* qui n'attend pas les solutions du sommet, celle de l'homme providentiel, mais qui sait qu'elles ne proviendront que de la base, *mises en œuvre par un peuple providentiel*. Créer des écoles alternatives, des commerces coopératifs, des maisons de retraite auto-gérées, des maisons d'édition, de communication, d'information associatives, *idem* avec des films, des galeries mutualistes, etc. Réinventer la vie en dehors du schéma jacobin, urbain, parisien, mondain.

Ne pas attendre le salut d'un navire qui aborderait le bateau qui coule, mais faire, agir, construire ici et maintenant, avec la même désinvolture à l'endroit de la catastrophe que ceux qui, sur le pont du *Titanic*,

buvaient du champagne et regardaient la nuit étoilée en sachant que, bientôt, le pont du navire serait sous l'eau, à plusieurs dizaines de mètres de fond.

Le *Titanic* va couler. Il ne nous reste que l'élégance de la fin. Ça ne suffira pas pour construire une civilisation. Mais c'est assez pour opposer une résistance romantique à l'inéluctable.

Le combat est perdu ; voilà pourquoi il faut le mener¹.

Caen
18 juin 2022

1. Les pages qui suivent sont parues dans la revue *Front populaire* depuis 2020.

1

RECOURIR LA SOUVERAINETÉ

1

D'un front qui serait populaire

Une machine de guerre pour la plèbe

Pour ce qu'on peut en dire, et qui reste sociologiquement et historiquement repérable, la France est coupée en deux et ces deux parties sont elles-mêmes fendues en deux : ce qui veut dire que quatre morceaux français surnagent dans un archipel de débris sociologiques constitués par les abstentionnistes, les votants pour le bien-être des poissons rouges, les radicaux en tout – pourvu qu'il s'agisse de radicalités –, les dévots du vote blanc ou nul.

Les deux coupures majeures séparent droite et gauche qui, quoi qu'en disent d'aucuns, reste une ligne de fracture significative. L'histoire de la droite existe, celle de la gauche également, même si elles sont recouvertes sous une croûte idéologique qu'il conviendrait de faire sauter au marteau...

Ce n'est ni le lieu ni l'heure d'effectuer ce travail¹, mais il permettrait d'en finir avec les mythologies qui font dire à certains, de gauche bien sûr, que leur camp a toujours raison, donc la droite toujours tort, pendant que d'autres à droite estiment que la gauche

1. Je l'ai pour ma part effectué dans un livre intitulé *L'Impensé de la gauche*, Galilée, 2019.

a toujours tort parce qu'il s'agit de la gauche. Nous souhaitons en finir avec cette façon de croire que la vérité serait de droite ou de gauche : quand elle est de droite, elle est de droite, quand elle est de gauche, elle est de gauche. Mais de façon accidentelle, par hasard et sans nécessité.

Revenons à un moment historique, sinon hystérique, intéressant, qui permettait à Sartre et Beauvoir de créer puis d'incarner ce logiciel hémiplégique d'une gauche qui fit écrire à Beauvoir dans *La Pensée de droite, aujourd'hui* : « La vérité est une : l'erreur multiple. Ce n'est pas un hasard si la droite professe le pluralisme. » Nous disposons là de toute la perversion intellectuelle mondaine et parisienne qui permet, sous une belle formule d'avril-mai 1954, fautive au demeurant, mais arrogante comme sait l'être la gauche assertorique¹, de justifier le refus du pluralisme, donc de légitimer la dictature d'une pensée unique sans en avoir l'air. La formule de Beauvoir était taillée sur mesure dans le marbre de l'Histoire pour Lénine, Staline, Mao, Castro, Kim Il-sung, Pol Pot, certes, mais leur était-il venu à l'esprit qu'elle l'était tout autant pour Mussolini, Hitler, Franco et Pinochet ? Je n'en suis pas bien sûr...

Je préfère Albert Camus qui écrit le 30 juin 1952 à Jean-Paul Sartre, alors directeur des *Temps modernes*, une revue qui n'a pas accepté qu'on puisse, à gauche, dénoncer le totalitarisme soviétique, donc le Goulag : « Si, enfin, la vérité me paraissait

1. En fait « gauche assertorique » ressemble à s'y méprendre à un pléonasme, car *assertorique* signifie : « Proposition affirmative ou négative donnée pour vraie » et la gauche ne s'embarrasse pas beaucoup de démonstrations : elle assène la plupart du temps.

à droite, j'y serais » – Sartre estimait en effet que *L'Homme révolté* était un mauvais livre, un livre faux et condamnable, car il plaisait à la droite ! Or, cette formule dit une chose simple, évidente, banale, qui devrait être partagée par tous : peu importent la droite et la gauche quant il s'agit de vérité ! Qu'un homme de gauche ne puisse accepter une vérité de droite témoigne qu'il est une personne fondamentalement malhonnête, et rien d'autre. Je dirais de même avec une personne de droite qui n'accepterait pas une vérité de gauche sous prétexte qu'elle viendrait de la gauche !

Droite et gauche passent après la vérité qui, ensuite, sera ce qu'elle voudra : de droite ou de gauche... Et j'appelle vérité ce qu'il faut voir dans le réel.

Essayons de nous entendre sur le découpage entre droite et gauche : sans entrer dans le détail qui justifierait l'histoire et l'évolution de chaque mouvement, on trouve à gauche et à droite les partis que chacun sait peu ou prou répartir sur une ligne. Nul ne disconvient que, traditionnellement, on range à droite : le Rassemblement national, Debout la France, Les Républicains, l'Union des démocrates et indépendants pendant qu'on classe à gauche le Nouveau Parti anticapitaliste, Lutte ouvrière, La France insoumise, le Parti communiste français, le Parti socialiste, Europe Écologie-Les Verts.

Ces deux blocs disposent de leurs extrêmes et de leur centre : mais, médiatiquement, *le bord droit de la droite* est présenté par les médias dominants comme d'extrême droite, alors que *le bord gauche de la gauche* n'est pas présenté comme étant d'extrême gauche. Ce bord de droite de la droite a beau ne pas célébrer Brasillach ou Drieu la Rochelle, Franco ou Pétain,

Salazar ou Pinochet, ce qui les classerait *illico* dans le camp de l'extrême droite¹, il est tout de même placé sur le banc d'infamie et assimilé au nazisme, au vichysme, à l'antisémitisme, à la haine de la république et de la démocratie. Pendant ce temps, le bord gauche de la gauche peut faire des gorges chaudes avec Robespierre, Lénine, Staline, Trotski, Mao, Castro et continuer malgré tout à faire partie du camp des gens respectables ! Or, il n'y a aucune respectabilité, à mes yeux, à célébrer Robespierre ou Brasillach, Lénine ou Drieu la Rochelle, Staline ou Franco, Pétain ou Trotski, Salazar ou Mao, Pinochet ou Castro, qui se valent sur l'échelle de l'indignité.

Mais cette façon d'estimer qu'il existe un bon fascisme, un fascisme de gauche, réel celui-là, avec son racisme, son antisémitisme, sa misogynie, sa phallocratie, son bellicisme, son homophobie active, pourvu que ce soit au nom de l'islam, et un mauvais fascisme, le fascisme de droite, la plupart du temps fantasmé, car on cherche le nombre de morts causés par ce fascisme-là en France alors qu'on peut, hélas, donner la liste et le nom de ceux qui sont tombés en France sous les coups du fascisme islamo-gauchiste.

Cette façon d'imposer massivement cette lecture de l'Histoire avec l'aide de la totalité des médias officiels, dont ceux du service public bien sûr, procède bien évidemment d'une idéologie : c'est celle qui, nonobstant d'apparentes différences entre droite et gauche, montre la liaison viscérale entre la droite libérale et la gauche libérale contre un candidat qui ne serait pas libéral – qu'il soit issu de La France insoumise

1. Comme Jean-Marie Le Pen dont les deux tomes de *Mémoires* montrent qu'il fait effectivement partie de ce camp-là

ou du Rassemblement national important peu. Cette fascisation de la droite de la droite – qui se contente de défendre les idées du Georges Marchais et du Chirac des années 1970 sur l’immigration... – relève d’une stratégie électoraliste qui porte ses fruits depuis des années. La preuve : elle a permis au moins la réélection de Mitterrand le 8 mai 1988, la réélection de Chirac le 5 mai 2002, l’élection d’Emmanuel Macron le 7 mai 2017 et sa réélection en 2022, autrement dit : plus d’une trentaine d’années d’une même idéologie à la tête de l’État français – celle de Maastricht.

Cette stratégie des maastrichiens s’avère électorale-ment payante et politiquement gagnante : depuis 1983, en constituant ce programme commun européiste, droite et gauche libérales se partagent le pouvoir en laissant croire que les querelles de personnes seraient idéologiques ! Or, il n’y a que des querelles de style, jamais aucune qui relèverait de la doctrine : depuis mars 1983, selon le vœu de Mitterrand, et jusqu’à Macron, nous vivons sous un régime giscardien ! C’est celui de l’argent, du libéralisme, du mépris de la France, du pays et de la nation, le tout doublé d’une célébration de ce qui dilue la France dans un ensemble économique, l’Europe maastrichienne, dont le but est l’État universel avec un gouvernement planétaire qui, sur un principe saint-simonien, mettrait de prétendus techniciens au pouvoir – en fait les hommes liges du capital. Ce programme politique, Jacques Attali n’a pas caché qu’il était celui pour lequel il s’activait depuis des décennies dans *Demain, qui gouvernera le monde*¹ ? On comprend que, comme Mitterrand ou Macron, il ne tienne pas à ce que ce soient les peuples...

1. Fayard, 2011

Cette machine de guerre maastrichienne¹ fonctionne à merveille : l'État maastrichien, qui a prétention à l'impérialisme, peut, *et lui seul*, revendiquer un drapeau, un hymne, une monnaie, une Constitution, des frontières, un droit, une devise, une banque, un Parlement, une étrange commission aux pleins pouvoirs sans élus mais avec des personnages nommés dans des bureaux fermés, le tout sans craindre l'insulte de *nationalisme* : l'idéologie maastrichienne a fait passer cette idée que le nationalisme, c'était la guerre sans que ces idéologues puissent imaginer une seule seconde que, s'ils ont raison, l'État maastrichien, c'est aussi la guerre !

Cette machine de guerre maastrichienne est populicide. Il suffit de voir comment elle a travaillé pendant des années à évincer les peuples : idéologiquement, médiatiquement, avec un usage massif des médias d'État qui assimilent la défense de la nation au pire – vichysme, fascisme, nationalisme, antisémitisme, extrême droite –, mais également avec d'autres moyens, ceux de l'État profond sans se refuser aucune ignominie.

La campagne en faveur du traité de Maastricht en 1992 n'a reculé devant aucune bassesse afin que le débat démocratique n'ait pas lieu et qu'il soit remplacé par un référendum en faveur de l'intelligence, des diplômés qui savent contre les ploucs qui ignorent : c'étaient les enjeux du fameux « Oui à Maastricht ». Pendant tout ce temps, ceux qui défendaient la souveraineté du pays passaient pour des abrutis, des dégénérés, des provinciaux, – déjà ! –, des incultes, des sous-diplômés, des gens qui ne comprenaient

1. J'en ai proposé un démontage dans *Théorie de la dictature*. Orwell et l'Empire maastrichien, Robert Laffont, 2019 ; J'ai lu, 2021.

rien au sens de l'Histoire ou au Progrès. Mitterrand utilisa son cancer pour peser dans un débat contre un Philippe Seguin qui défendait le camp du Non et qui, touché par ce qu'on lui avait fait entr'apercevoir de la mise en scène d'un président de la République assisté médicalement dans les coulisses, a retenu ses coups. Tout avait été fait pour que le vote se fasse ce soir-là, à la télévision : la production s'est moins adressée à l'intelligence du peuple qu'elle n'a sollicité la pitié pour un homme qui n'en eut jamais pour rien ni pour personne. Le Oui a petitement emporté les suffrages dans ces conditions-là. Ce fut un genre de Oui volé.

Quand un autre vote, celui de 2005, eut lieu sur le Traité constitutionnel européen, le peuple a massivement refusé ce qu'il avait fini par comprendre : cette Europe qu'on lui avait vendue comme la panacée n'apportait pas l'amitié et la paix entre les peuples, le plein emploi et la prospérité généralisée, la construction d'une civilisation nouvelle et de grands travaux dont les pays auraient pu être fiers.

En revanche, elle apportait bien plus sûrement l'insécurité sociale, l'immigration de masse, la montée de l'islam politique, le racisme et la xénophobie à cause du *dumping* social, l'effondrement des services publics – fermeture des commissariats, des gendarmeries, des hôpitaux, des casernes, des écoles, des postes, des lignes de chemin de fer... La gauche ne voyait plus que par les privatisations, l'argent roi et la religion de l'entreprise. Dans le journal créé par Sartre, *Libération*, Bernard Tapie était devenu le héros de la gauche mitterrandienne et du Parti socialiste tout entier.

Le peuple a donc dit non à cette Europe qui détruisait les solidarités nationales mais n'en construisait

aucune à la place et à sa dimension. Tout était égalisé par le bas, rien de ce qui faisait la grandeur d'une nation ne contribuait à celle de l'Europe. L'argent faisait la loi partout : l'Europe était devenue ce que Jean Monnet voulut qu'elle fût, et Mitterrand avec lui, à savoir : une machine à ingérer et digérer les peuples afin de produire d'immenses bénéfices. Cette Europe fabriquait de la paupérisation – des riches très riches et peu nombreux, des pauvres très pauvres et en quantité.

Quand le peuple a dit non à ce Traité en 2005, que s'est-il passé ? Le pot aux roses fut découvert : la machine de guerre maastrichienne a été obligée de sortir à l'air libre et l'on a vu la droite libérale, celle de Chirac et de Sarkozy, et la gauche libérale, celle de Jospin et de Hollande, contraintes d'avouer leur complicité au grand jour : en effet, depuis des années, cette opposition entre droite libérale et gauche libérale était faite pour la galerie ! Il s'agissait d'amuser les médias qui faisaient semblant d'organiser de faux débats électoraux : car, au bout du compte, tout ce petit monde médiatico-politique se débrouillait pour que le peuple vote bien en l'abrutissant massivement avec une idéologie d'État, et quand, malgré tout, il ne se laissait pas subjugué et circonscrire, on lui annonçait qu'on jetterait son vote à la poubelle. Une fois mis ce vote négatif aux ordures par le gouvernement, le Sénat et l'Assemblée nationale se sont empressés d'imposer au peuple ce qu'il avait refusé par référendum ! *Cela se nomme tout simplement un coup d'État.* Le traité de Lisbonne a donc été voté au Congrès en 2009 par ceux qui représentaient le peuple et qui ont de ce fait voté contre lui. La machine apparaissait à nu telle qu'elle était : c'était l'un des dispositifs du *Front populicide*.

Mes amis et moi, avec Stéphane Simon en premier compagnon de cordée, souhaitons opposer un *Front populaire* à ce Front populicide. On trouve le mot « populicide » chez Gracchus Babeuf, qui, selon Littré, caractérise ce qui « cause la mort, la ruine du peuple ». On voit bien comment, de la *propagande médiatique éhontée* pour empêcher le débat et réduire la consultation à un choix entre le bien progressiste et le mal souverainiste, au refus de *considérer le résultat d'un référendum* en faisant *revoter les pays qui auraient voté contre*, en passant par *une mobilisation de la classe politique pour qu'elle vote contre le peuple* qu'elle est censée représenter, tout se trouve mis en branle par l'État maastrichien, comme avec *l'essai d'empêchement du Brexit*, pour que la légitimité populaire soit contestée. Le Front populicide n'a pas manqué de jouer le capitalisme contre le peuple pendant plus d'un quart de siècle !

Notre *Front populaire*, bien sûr, est une référence à ce qui est connu comme tel dans l'Histoire. « 1936 » est un chrononyme, autrement dit une date qui exprime plus qu'elle : elle dit en effet ce sur quoi nous ne nous étendrons pas, ce mook n'est pas, bien sûr, une revue d'histoire consacrée au Front populaire, mais une revue qui propose de *construire une machine de guerre populiste* – nous revendiquons le mot et la chose... – susceptible d'être opposée à la machine de guerre populicide.

Le Front populaire est un moment social dans l'histoire de France qui, pour faire avancer la cause du peuple, n'a pas eu besoin de guillotine, de tribunal révolutionnaire, de lois sur les suspects ou de colonnes militaires génocidaires envoyées contre le peuple sous prétexte qu'il avait tort de refuser ce que

ses assassins souhaitaient lui imposer prétendument pour son bien.

Pour constituer un Front populaire contemporain, il faut regarder ce qu'Emmanuel Macron a obtenu avec son élection à la présidence de la République : il est parvenu à cristalliser toutes les forces du Front populicide sous son seul nom. Bravo l'artiste ! mais la chose n'a pas fait longtemps illusion : tout le monde a très vite compris combien ce roi fragile et naïf, immature et narcissique, était nu et que son idéal politique était aussi vieux que Mitterrand en 1983 ! Il faut espérer que la crise du coronavirus aura convaincu les derniers naïfs de l'étendue de l'imposture du phénomène Macron qui est le prête-nom de l'État maastrichien dans lequel la France s'avère une quantité négligeable. Le pays de Louis XIV s'effondre de ne pouvoir produire des masques et les distribuer au peuple pour le protéger d'une épidémie !

La solution politique ne passe ni par le retour des maastrichiens de droite et de gauche, on s'en doute, ni par celui des olibrius qui se présentent comme des choix possibles et qui, tels Jean-Luc Mélenchon, grand thuriféraire de l'État maastrichien pendant les décennies où il fut sénateur socialiste, ou Marine Le Pen, qui a hérité de l'absence de colonne vertébrale de son père en matière d'options essentielles – libéralisme ou protectionnisme, européisme ou euroscepticisme, monnaie unique ou monnaie commune, quand ce n'est pas confusion avec l'écu... –, montrent qu'il en va moins chez eux d'un souci de la France et des Français, autrement dit : du peuple, que de leurs petites carrières politiques.

Notre proposition n'est pas de rouler pour les porteurs des solutions jacobines incarnées par

les maastrichiens ou par ceux qui s'y opposent avec le même schéma centralisateur, étatique et parisien – tous les candidats des dernières présidentielles étaient jacobins, tous¹. Tout le monde se découvre aujourd'hui souverainiste : nous n'oublierons pas qui a insulté les souverainistes depuis un quart de siècle... Ils ne seront pas crédibles sous cette nouvelle panoplie.

Notre Front populaire ne vise pas l'union de la France d'en haut des politiciens antilibéraux contre les politiciens libéraux, mais la construction, faite par la France d'en bas elle-même, d'une proposition populaire, girondine, proudhonienne, mutuelliste, fédéraliste, étatiste au sens expliqué par Proudhon dans sa *Théorie de la propriété*.

La façon qu'a eue la France macronienne de montrer son incapacité à protéger le peuple français pendant la crise du coronavirus et, au contraire, son ardeur à l'exposer, voire à le sacrifier, mais également l'impéritie partagée par la classe politique officielle de droite et de gauche libérale ou antilibérale, inaudible et incapable de proposer quoi que ce soit qui protège un tant soit peu le peuple français, voilà qui démontre que la politique doit devenir l'affaire du peuple – ce que souhaitaient déjà les Gilets jaunes spoliés de leur énergie par, *déjà*, la clique politique politicienne de droite et de gauche.

Notre Front populaire offre rien de moins que d'être le laboratoire de cette autre proposition politique. Notre revue ne porte aucune candidature cachée ;

1. J'avais publié un *Décoloniser les provinces* (2018), aux éditions de L'Observatoire puis J'ai lu, pour faire une proposition girondine aux dernières présidentielles. Faut-il préciser qu'il ne fut question nulle part de ce livre – donc de cette proposition ?

elle souhaite travailler à un programme susceptible de faire émerger le jour venu le nom de qui pourrait porter la cause du peuple contre les populicides qui travaillent à sa mort depuis trop longtemps déjà.

Je prends dès à présent l'engagement que je ne serai pas l'homme de ce combat politique, mais mes amis et moi aspirons à une *restauration de la République*. C'est notre ligne d'horizon avec ceux de droite et ceux de gauche qui, croyant dans le dieu judéo-chrétien ou n'y croyant pas, estiment que la France mérite qu'on se batte pour elle.

2

Nous autres civilisations...

Réunir les souverainistes des deux bords ? Voilà une vieille idée qui a toujours échoué s'entend-on dire depuis que nous avons fait connaître notre projet ! Ce n'est pas faux, mais essayer de comprendre pourquoi permet d'envisager qu'on ne commette pas les mêmes erreurs qui ont fait qu'effectivement ce projet n'a jamais abouti.

D'abord convenons que c'est une vieille idée et qu'elle a brillé au moment inaugural d'une Europe qui se construisait au prix de la destruction des États, donc des nations. C'était le temps d'une Europe de mots et de papier, d'idées et de concepts promus par des publicitaires payés par des politiciens giscardiens

et mitterradiens appuyés par des journalistes ravis d'en être. Le réel n'avait rien à dire. Le capital vendait alors sur plan un château en Espagne qui n'avait que des avantages.

Le projet réel ne fut pas clamé sur tous les toits : avec l'accord et le soutien des Américains, il s'agissait de transformer la vieille Europe de Goethe et de Dante, de Descartes et de Cervantès, de Shakespeare et de Pessoa en un continent où le marché ferait la loi – l'objectif était d'en finir avec les cathédrales et les bibliothèques au profit des supermarchés et des McDrive. Ce continent se faisait le rouage d'une plus grande machine qui est l'État universel pensé et voulu comme un État global. C'est pour cela que l'Europe de Maastricht, conçue comme un État avec son drapeau, sa devise, ses frontières, sa monnaie, son Parlement qui entérine ce que sa commission non élue décide, devait abolir les autres États présentés comme des ferments de nationalisme, donc de guerre.

Cet État maastrichien entrait dans un projet impérial, donc impérialiste : après la fausse prophétie de Francis Fukuyama selon laquelle, après la chute du mur de Berlin, le capitalisme avait triomphé et pouvait désormais s'installer partout sur la planète sans aucun problème, les tenants de l'État total bombaient le torse – c'était compter sans les annonces faites par Samuel Huntington dans *Le Choc des civilisations* (1996) dont la plupart se sont réalisées depuis.

Pour ce penseur américain, les civilisations, portées par des spiritualités hétérogènes, ne pouvaient souscrire aux hypothèses de *La Fin de l'histoire et le dernier homme* (1992) de Fukuyama. La Chine confucéenne ou les pays musulmans agrégés dans l'oumma, mais aussi l'Inde hindouiste ou l'Afrique animiste – sinon œcuménique... – n'avaient aucune

raison d'approuver ce schéma occidental de *la fin de l'histoire* concocté par les Occidentaux pour les Occidentaux à partir de l'Occident.

La fin des États européens, sacrifiés comme des victimes expiatoires sur l'autel de la construction de l'État maastrichien, validait le premier temps de l'Empire maastrichien dont le modèle orwellien consiste à évincer les peuples, à soumettre les individus, à éradiquer la conscience critique, à travailler à la propagation de l'illettrisme qui favorise le travail de la propagande, en un mot : à détruire la civilisation judéo-chrétienne. Tout ce qui permet de la ravager est célébré par les sicaire de l'État maastrichien.

Il n'a donc pas été dit clairement que ce que visait l'Europe de Monnet, de Giscard et de Mitterrand – *c'est la même* –, c'était la réalisation de cet État universel sur le principe saint-simonien qu'il faut laisser le gouvernement et le pouvoir aux techniciens, aux ingénieurs, aux industriels, aux entrepreneurs, aux banquiers, aux juristes, aux fiscalistes, et aux intellectuels ralliés à la mangeoire...

Il est bien évident que ces gouvernants ne sont rien de moins que les acteurs du capital et du capitalisme ! Au nom du savoir, ils s'arrogent le droit de gouverner avec les peuples tant qu'ils parviennent à les enfumer à l'aide de force propagandes, mais sans les peuples quand ces derniers commencent à y voir un peu plus clair dans ce projet politique du capital et qu'ils rechignent, renâclent ou refusent. Qu'ils grognent, écrivent et disent les journalistes, qui assimilent ainsi les peuples aux chiens ou à des bêtes hargneuses.

On a vu comment « le cercle de la raison » – pour reprendre la formule satisfaite et suffisante d'Alain Minc, l'un des porteurs d'eau de ce projet – réagit

quand le peuple refuse par référendum le Traité constitutionnel européen (2005) parce qu'il commence à comprendre ce qui se trame avec cette Europe-là. Pendant treize ans, l'application du traité de Maastricht (1992) a permis de voir que l'Europe libérale n'a pas accouché de l'amitié entre les peuples, du plein emploi, de la fin des guerres, comme il fut amplement matraqué pendant des années, et encore aujourd'hui, par la presse aux ordres de ce projet (une presse dont on ne s'étonnera pas qu'elle soit abondamment subventionnée bien qu'ennemie jurée de tout protectionnisme...), pendant treize ans, donc, le peuple a pu se faire plus qu'une idée de ce qu'est vraiment l'Europe maastrichienne.

Sans qu'il puisse y avoir contestation, ce référendum écarte ce Traité. Le fameux cercle de la raison, constitué par la gauche libérale et la droite libérale, unies comme les doigts de la main, passe par-dessus la tête du peuple et sollicite le Congrès pour voter contre lui. Voilà qui constitue une variation inédite sur le thème du coup d'État !

Jadis, quand la Constitution de la V^e République faisait la loi en France et qu'elle n'était pas ce chiffon de papier postnational, il était stipulé dans le Titre premier, article 2, que le principe de la république est le « gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple ». Dans l'article 3, on pouvait lire ceci : « La souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum. » Qui pouvait imaginer que des représentants du peuple puissent être convoqués par le pouvoir pour voter contre le peuple s'il s'est déjà exprimé dans un référendum ? Des populicides...

Treize années d'Europe maastrichienne ont montré quelle était vraiment la nature de ce dispositif à la

fois libéral et autoritaire, c'est sa marque de fabrique. Car, en lieu et place de l'amitié entre les peuples, du plein emploi, de la fin des guerres, de la construction d'un peuple, autant d'horizons radieux promis par les maastrichiens pour vendre leur marchandise, nous eûmes l'augmentation de la xénophobie et du racisme à cause de la concurrence exacerbée entre les travailleurs, le *dumping* social associé à la destruction du droit du travail, le chômage de masse et l'ubérisation de la société, les *petites guerres* (c'est un concept de Clausewitz pour signifier les guérillas...) civiles dans les territoires perdus de la République, le soutien aux grandes guerres coloniales américaines contre nombre de pays musulmans et l'explosion des revendications communautaristes. Joli bilan de cette Europe de Maastricht !

Quand les pères fondateurs – j'ai nommé Chevènement et Villiers – se consacraient déjà à ce projet de réunir les souverainistes des deux bords, ils ne disposaient pas de ces arguments, et pour cause, ils étaient à venir puisque fournis chacun à son heure, année après année, par le réel ! Ils n'avaient pour eux que des discours, des mots, des phrases, auxquels il était facile de répondre par des discours, des mots et des phrases dans lesquels le mépris, l'insulte, la mauvaise foi, le procès d'intention, l'attaque *ad hominem*, autrement dit rien qui relève du débat, du dialogue, de la confrontation démocratique, faisaient la loi.

Traités de vichystes, de pétainistes, de rétrogrades, d'archaïques, d'antisémites bien sûr, de maurassiens, de « saddamites » même par BHL qui a abondamment eu recours à ce néologisme contre Jean-Pierre Chevènement sans que jamais qui que ce soit se demande s'il ne s'agissait pas là d'une insulte homophobe...

L'argument de ceux qui n'en eurent pas d'autre (et n'en ont d'ailleurs toujours pas...) fut également d'invoquer le national-bolchevisme – les fameux *rouges-bruns*... Sans que qui que ce soit de ces insulteurs soit capable de tenir une conversation sur ce sujet historique au pied levé, le recours à l'argument de la réduction *ad hitlerum* a longtemps fait illusion. Ce terrorisme intellectuel interdit tout débat : qui pourrait bien vouloir discuter avec les fils naturels d'Adolf Hitler ? Car, demander que la France reste souveraine, c'était, bien sûr, réactiver le projet de destruction des Juifs d'Europe ! Souhaiter que l'Europe fût des nations et non fédérale, c'était, évidemment, compagner avec les inventeurs des chambres à gaz ! Proposer qu'il y eût une monnaie commune et non une monnaie unique afin de permettre à la France de mener la politique de son choix après que son peuple eût dit laquelle c'était, assurément, faire ami-ami avec ceux qui, sur la rampe d'Auschwitz, décidaient à l'arrivée quels déportés allaient mourir tout de suite et qui périrait plus tard ! Dire « non » au traité de Maastricht, c'était avouer une filiation avec le docteur Mengele qui fut, chacun s'en souvient, le médecin diabolique aux expérimentations de malade mental ! Voilà pour le brun...

Pour le rouge maintenant : défendre les mêmes idées – un État souverain, une Europe des nations, une monnaie commune –, c'était valider le camp de concentration marxiste-léniniste, l'extermination par la famine de millions de Russes ou d'Ukrainiens, sinon le pacte germano-soviétique !

En un quart de siècle, ce combat souverainiste n'a fait aucun mort, mais il fallait, pour le discréditer, qu'il fût assimilable aux totalitarismes du xx^e siècle (maoïsme exclu, pour cause de passé

chinois de quantité de maastrichiens – qu'on songe à José Manuel Barroso, maoïste pendant sa jeunesse et dix ans président de la Commission européenne, aujourd'hui éminence grise chez... Goldman Sachs !) qui ont fait des millions de victimes. C'était soit exagérer sur les fautes du souverainisme soit, plus grave, instrumentaliser la Shoah, minimiser la solution finale, manquer à la mémoire de toutes les victimes du nazisme, en faisant du III^e Reich un moment sympathique de l'histoire puisqu'on l'associait à un combat démocratique qui ne fit pas une seule victime...

En quoi le combat de Jean-Pierre Chevènement et de Philippe de Villiers était-il assimilable au national-bolchevisme d'entre les deux guerres ? Avant Auschwitz, donc... Sait-on qu'Ernst Niekisch, national-bolchevique emblématique, s'est opposé au nazisme et sera déporté dans un camp de concentration ?

Rouge-brun est devenu une insulte, ce qui ne saurait construire un argument ni valoir démonstration. C'est aussi sot que de croire qu'en allant chercher des poux dans la tête des européistes on pourrait se dispenser de débattre et, pour utiliser une expression du philosophe Habermas, un chaud philosophe maastrichien, qu'il serait possible de fouler aux pieds l'« éthique de la discussion ».

Car préciser que Jean Monnet a probablement contribué à blanchir de l'argent nazi ; que Walter Hallstein, le premier président de la Commission européenne, et ce pour un mandat de *dix ans*, a été un professeur de droit instructeur des soldats nazis et que, de ce fait, il a porté l'uniforme d'officier national-socialiste ; que Robert Schuman, l'un des pères de l'Europe unanimement reconnu comme tel, s'est fait réformer afin d'éviter de combattre pour la France



13982

Composition
FACOMPO

Achevé d'imprimer en Espagne
par BLACKPRINT
le 3 décembre 2023

Dépôt légal : janvier 2024
EAN 9782290390191
OTP L21EPLN003505-560141

ÉDITIONS J'AI LU
82, rue Saint-Lazare, 75009 Paris

Diffusion France et étranger : Flammarion